

LIBERTE ET RESPONSABILITE SOURCES DE DEVELOPPEMENT : UNE ANALYSE DE LA DERNIERE ENCYCLIQUE SOCIALE

Article publié dans www.unmondelibre.org du 8 juillet 2009 et repris dans de très nombreux journaux et sites (Tchad forum, Mauritanies1, Ivoirian.net, Toumai-Tchad, quotidien Le Matinal du Benin, etc.)

Le pape Benoît XVI vient de rendre publique une « encyclique sociale » (*Caritas in veritate*) le 7 juillet. Une encyclique sociale, c'est une lettre circulaire, portant sur les questions économiques : c'est donc un texte qui intéresse tout le monde (il est d'ailleurs adressé « à tous les hommes de bonne volonté » et donc pas uniquement aux croyants, car, au-delà du titre latin, le sous titre est explicite : « sur le développement humain intégral ». Tous les peuples, à commencer par ceux qui se développent, sont concernés. Bien sur, c'est un texte émanant d'une autorité religieuse, mais on sait bien que le point de vue des « autorités morales » influence beaucoup de gens et pas seulement les croyants. S'il parle le langage de la foi, il utilise aussi, comme dans toutes les grandes traditions religieuses, celui de la raison, accessible à tous.

Dans cet ensemble très riche de 140 pages, denses et souvent philosophiques, beaucoup d'éléments intéressent tous ceux qui veulent défendre la paix et la liberté. D'ailleurs, l'un des prédécesseurs de Benoît XVI, Paul VI, affirmait déjà que « le développement est le nouveau nom de la paix » : sans développement, la paix ne sera pas durablement assurée. Après tout, Montesquieu avait déjà expliqué que le commerce, facteur de progrès économique, était aussi facteur de paix.

De nombreux passages portent sur la mondialisation et sur le développement et le pape prend soin de déclarer (§17) que « le développement intégral suppose la liberté responsable de la personne et des peuples : aucune structure ne peut garantir ce développement en dehors et au dessus de la responsabilité humaine ». Cela ne signifie pas que les institutions soient indifférentes et l'Eglise catholique a toujours défendu, dans des conditions bien précises, la propriété, le marché, l'échange, etc. Mais sans liberté ni responsabilité, l'homme lui-même ne peut se développer « intégralement ».

La mondialisation est-elle, comme certains le suggèrent, le mal absolu et chacun doit-il rester enfermé dans ses frontières ? « On relève parfois des attitudes fatalistes à l'égard de la mondialisation (...) Il est bon de rappeler à ce propos que la mondialisation doit être certainement comprise comme un processus socio-économique, mais ce n'est pas là son unique dimension. Derrière le processus le plus visible, se trouve la réalité d'une humanité qui devient de plus en plus interconnectée. Celle-ci est constituée de personnes et de peuples auxquels ce processus doit être utile et dont il doit servir le développement » (§42) : la mondialisation, ce ne sont pas seulement des échanges de produits, ce sont des hommes et des cultures qui se rencontrent, nouveau facteur de paix. « La vérité de la mondialisation comme processus et sa nature éthique fondamentale dérivent de l'unité de la famille humaine et de son développement dans le bien » (§42).

Bien sur « la mondialisation, a priori, n'est ni bonne, ni mauvaise. Elle sera ce que les personnes en feront. Nous ne devons pas en être les victimes, mais les protagonistes (...) S'y opposer aveuglement serait une attitude erronée, préconçue, qui finirait par ignorer un processus porteur d'aspects positifs, avec le risque de perdre une grande occasion de saisir les multiples opportunités de développement qu'elle offre » (§42). Bien entendu, et c'est son rôle, le pape demande aussi de « corriger les dysfonctionnements » - et il y en a toujours, on l'a bien vu avec la crise actuelle- et appelle à un comportement éthique des hommes dans la mondialisation, comme dans toute activité économique. Au fond, puisque le terme est à la

mode, il appelle non à « moraliser le capitalisme », mais à moraliser les hommes qui agissent au sein du capitalisme, c'est-à-dire de l'économie de marché : ce sont les hommes qui sont justes ou injustes, honnêtes ou malhonnêtes. Qu'un chef religieux appelle à un sursaut éthique ne surprendra pas.

Certes, le pape affirme que l'Eglise n'a pas de solutions techniques à proposer : ce n'est pas son rôle et elle donne des orientations générales et morales de comportement. Pourtant, il peut être très précis quand il le faut : « Il faut souligner encore que nombreux sont ceux qui ont longtemps craint la concurrence des importations de produits, en général agricoles, provenant des pays économiquement pauvres. Il ne faut cependant pas oublier que pour ces pays, la possibilité de commercialiser ces produits signifie souvent assurer leur survie à court et à long terme » (§ 58). Mieux encore, parmi les causes qui ont maintenu certains pays dans une situation de misère, il y a « les tarifs douaniers élevés imposés par les pays économiquement développés et qui empêchent encore aujourd'hui les produits provenant des pays pauvres d'entrer sur leurs marchés » (§ 33).

Bien entendu, Benoît XVI aborde bien d'autres domaines importants pour l'économie. On notera l'idée qu'au-delà de « l'entrepreneur privé de type capitaliste », le Pape explique que « l'entrepreneuriat a une signification humaine » et donc qu'il « est bon qu'à tout travailleur soit offerte la possibilité d'apporter sa contribution propre de sorte que lui-même sache travailler à son compte » (§41) : tous entrepreneurs, en quelque sorte, ou, en tous cas, tous avec une mentalité d'entrepreneurs.

Naturellement, pour un religieux, l'essentiel du message est de nature éthique : l'économie, faisant partie de l'action humaine, doit passer par « la liberté responsable de la personne », ce qui est le cœur de toute éthique.

Jean-Yves Naudet

Professeur d'économie à l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III)

Directeur du Centre de recherches en éthique économique